

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

21^{ème} année - N° 3788 - Mercredi 30 Décembre 2020 - Prix : 200 Fc

NOUVELLE LOI D'ORIENTATION DE L'ÉDUCATION

La scolarisation obligatoire dès l'âge de 3 ans



Moindjie Mohamed Moussa devant la presse pour parler de l'adoption de la nouvelle loi sur l'éducation.

CORONAVIRUS

L'île de Mohéli confrontée à un problème logistique

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

Prières aux heures officielles Du 23 au 30 Décembre 2020

Lever du soleil:
05h 42mn
Coucher du soleil:
18h 32mn

Fadjr : 04h 30mn
Dhouhr : 12h 11mn
Ansr : 15h 47mn
Maghrib: 18h 35mn
Incha: 19h 49mn



FONCTION PUBLIQUE

Abdoussalam Halidi : "Les vrais diplômés sont réintégrés"

Une des chevilles ouvrières du parti CRC dans la région de Bambao, directeur des affaires administratives du ministère des finances et non moins homme lige de Saïd Ali Chayhane, Abdoussalam Halidi affirme que les agents de l'administration publique mis à la porte sont « ceux qui possèdent des faux diplômes », mais ceux qui en ont des authentiques « sont réintégrés ».



Depuis l'arrivée d'Azali Assoumani au pouvoir en 2016, et sa réélection anticipée en 2019, le chef de l'État a fait de l'émergence des Comores à l'horizon 2030 son cheval de bataille. Le début de ce qui devait être son premier mandat a été marqué par des licenciements massifs dans l'administration publique. Le chef de l'État assumera sa position quelques mois plus tard, devant la presse qui était allée lui présenter les vœux du nouvel an, le 3 janvier

2018 à Beit-Salam, en affirmant dans un ton empreint d'humour mais surtout de vérité que « nous avons licencié les autres pour recruter les nôtres ».

Aujourd'hui, à entendre le directeur administratif et financier

du ministère des finances, le tir, pour ne pas dire la faute, a été rectifié. En effet selon notre interlocuteur très impliqué dans la vie politique, les agents qui avaient des vrais diplômes « ont été réintégrés ». Une aubaine qui n'a pas bénéficié

aux autres, ceux qui possèdent « des faux diplômes ». « Ceux qui sont revenus avec leurs vrais diplômes sont réintégrés », jure celui qui est conscient que l'administration toute seule ne peut pas recruter tout le monde. Raison pour laquelle « on a mis en place un système de création d'emplois. Nous avons fait une forte sensibilisation récemment dans les différentes régions pour inciter les jeunes à présenter un projet qui sera financé à travers le fonds de la Banque Mondiale, les jeunes peuvent présenter un projet et sera financé afin de créer sa propre entreprise ». « Cela témoigne de l'ambition du chef de l'État de sortir les jeunes du chômage », devait-il déclarer, comme tout bon partisan.

Abdoussalam Halidi se targue que ce régime « paie d'une manière régulière les salaires des fonctionnaires ». « L'émergence prônée par le gouvernement est en train de se réaliser. Le pays est en chantier en

termes d'infrastructures que ça soit routières, portuaires ou autres. Depuis 2016 qu'Azali est au pouvoir, le pays est en chantier. En réalité, le gouvernement se donne à fond pour sortir le pays de l'ornière... Il n'est pire aveugle que celui qui ne veut pas voir ».

En parlant d'« aveugle », le cadre du parti CRC au niveau de Bambao fait référence à l'opposition pour qui il a un message par rapport à la Tournante à Anjouan à partir de mai 2021, réclamée par les partisans de l'Accord cadre de Fomboni. « On a fait le référendum de 2018 et les Comoriens ont voté massivement pour le Oui. Les politiciens y compris ceux de l'opposition ont pris part aux élections anticipées de 2019 pour élire un président pour un mandat de cinq, soit jusqu'en 2024. Comment ces mêmes personnes peuvent-elles, aujourd'hui, parler de 2021 ? »

Nassuf Ben Amad

ÉCONOMIE :

Ouverture du centre de gestion agréé par l'UCCIA

Pour le renforcement des adhérents sur la gestion de comptabilité des entreprises, l'Union des Chambres de Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture (UCCIA) a inauguré ce 29 décembre le centre de gestion agréé dans le but d'accompagner les membres du réseau des Chambres de Commerce mais aussi les opérateurs économiques qui le souhaitent.

L'Union des Chambres de Commerce de l'Industrie et d'Agriculture a lancé hier mardi le Centre de Gestion Agréé (CGA) des chambres de commerce afin de rendre effectives les prestations statutaires de celle-ci au profit d'abord des membres du réseau des Chambres de Commerce mais aussi au profit des opérateurs économiques qui le souhaitent. « Cette initiative s'inscrit dans la nouvelle dynamique prônée par l'UCCIA d'améliorer la qualité de l'offre de ses prestations aux entreprises notamment à travers le regroupement de tous les services dédiés aux opérateurs économiques en une direction des services aux entreprises depuis novembre dernier », lit-on dans un document de presse fourni lors de la cérémonie d'ouverture du Centre de Gestion Agréé.

Le CGA des chambres de commerce est une association créée en 2017 pour accompagner ses adhérents industriels, commerçants, arti-

sans, agriculteurs et des prestataires de service. Il aura comme mission d'assister les entreprises comoriennes en matière de gestion (comptabilité et analyse financière) avec les normes de SYSCOHADA (dans cet optique le CGA aura recours à des experts nationaux et internationaux), encourager les entreprises comoriennes à utiliser systématiquement la comptabilité et la production des états financiers de fin d'exercice avec les normes SYSCOHADA, sensibiliser et former les entreprises sur les rouages et sur le rôle de la comptabilité dans l'entreprise et assister les entreprises comoriennes dans les techniques d'établissement des déclarations fiscales.

Cette action va se poursuivre dans les autres îles notamment à Anjouan et à Mohéli dans les semaines à venir pour le même objectif et pour convenir avec les CCIA de l'ouverture des bureaux régionaux du CGA des Chambres de Commerce à Mutsamudu et Fomboni. Après cette ouverture du CGA, l'UCCIA prévoit aussi d'organiser dans les prochains mois la campagne nationale de recrutement et d'adhésion des membres du CGA et un atelier de sensibilisation et de formation des membres sur l'utilité de la mise en place de la comptabilité et son rôle au sein de l'entreprise.

Kamal Gamal

**Communiqué**

La La SONELEC porte à la connaissance de son aimable clientèle, qu'une opération de recouvrement des impayées (les factures impayées et les amendes quelque soit sa nature) sont en cours. Nos équipes technico-commerciales sont déployées dans toutes les régions de l'île.

Nous prions les clients de se présenter de leur paiement, afin d'éviter les coupures systématiques qui seront menées à partir du 09 décembre 2020, pour non paiement.

NOUVELLE LOI D'ORIENTATION DE L'ÉDUCATION

La scolarisation obligatoire dès l'âge de 3 ans

Pour renforcer et améliorer le système éducatif national, les députés viennent d'adopter une nouvelle loi d'orientation de l'éducation. Le ministère de l'éducation nationale se félicite de cette adoption qui mettra tout en ordre et sécurisera l'éducation de l'enfant comorien. Désormais, il est obligatoire de scolariser l'enfant dès l'âge de 3 ans.

Devant la presse ce mardi 29 décembre, le ministre de l'éducation nationale Moindjie Mohamed Moussa s'est félicité de l'adoption du projet de loi portant révision de la loi d'orienta-

tion de l'éducation en Union des Comores. Adopté à 21 voix, ce projet a pour but de renforcer et d'améliorer le système éducatif national. Il vise également à créer des structures spécialisées en faveur des enfants souffrant d'un handicap pour une meilleure insertion professionnelle. En tout, 126 articles dont 46 amendés et un article supprimé. Selon le ministre, ce projet s'inscrit dans la vision du chef de l'Etat de faire des Comores un pays émergent à l'horizon 2030. « C'est la deuxième fois que la loi a été adoptée après celle de 1994. Aujourd'hui, c'est un moment historique pour l'éducation car cette loi va sécuriser l'avenir de

l'enfant comorien, déclare le ministre de l'éducation nationale, avant de préciser que « cette révision a revu les étapes de la loi en partant du préscolaire, en intégrant les deux secteurs du préscolaire et élémentaire et de l'enseignement technique dans le système éducatif Comorien ».

Cette loi offrira d'une part, aux professionnels de l'éducation nationale, un meilleur cadre juridique et administratif pour l'exercice de leur fonction et d'autre part, apportera une amélioration de notre système éducatif en renforçant la confiance des Comoriens à l'égard des enseignants et en crédibilisant l'enseignement. Pour cette nouvelle loi, la sco-

larité obligatoire est de 3 ans à 16 ans au lieu de 4 ans à 16 ans, l'octroi d'une bourse d'études est nécessaire à chaque rentrée scolaire, à travers une commission spéciale créée à cet effet. La loi souligne aussi l'interdiction aux Enseignants de la fonction publique de travailler cumulativement dans le privé et dans le public, sauf autorisation spéciale d'une durée bien déterminée actée par un arrêté ministériel. Pour rappel, la loi de 1994 autorisait à un enseignant d'effectuer 7 heures de cours par semaine dans le privé durant l'année scolaire.

On note également la suppression des contractuels dans l'éduca-

tion nationale et la rénovation des bâtiments abritant les salles de classe et leurs administrations est de mise. Selon toujours la loi, la classe de seconde sera générale pour optimiser les chances d'avoir un nombre raisonnable de scientifiques. Egalement, la lecture du Coran et de l'arabe sera introduite dans le préscolaire et le Shikomori en plus des langues vivantes et le renforcement des études techniques et professionnelles. Cette loi va offrir aux professionnels de l'Éducation nationale, un meilleur cadre juridique et administratif pour l'exercice de leur fonction.

Andjouza Abouheir

CORONAVIRUS

L'île de Mohéli confrontée à un problème logistique

Sur 100 personnes contaminées, vingt seulement sont prises en charge au site de Fomboni tandis que les autres patients sont traités à leurs domiciles, faute de places suffisantes à l'hôpital, pour une pandémie qui touche cinq personnes en moyenne par jour.

A Mohéli, c'est l'hôpital de Fomboni qui est réservé aux malades du coronavirus. Sur 30 lits, 20 sont déjà occupés. Si les 10 autres sont libres ce n'est pas faute de malades, loin de là. Les acteurs impliqués ont choisi de n'hospitaliser que les cas les plus graves, tandis que les cas jugés « moins graves » et autres « asymptomatiques », doivent bénéficier des suivis à domicile. Une méthode qui ne fait pas l'unanimité au sein du



Hopital de Moheli. (Photo d'archive)

personnel soignant. En effet, certains trouvent que c'est à cause de cette « légèreté » que le virus se propage à une vitesse exponentielle car

« des porteurs du virus s'entremêlent aux gens au lieu de rester isolé à la maison ».

Mais le coordinateur chargé de

la gestion de cette crise au niveau de l'île n'est pas aussi alarmiste. « Une équipe de terrain des trois districts sanitaires travaille et fait remonter les informations au niveau central, sans oublier que les malades sont suivis et nous espérons qu'avec les mesures restrictives mises en place, la situation va redevenir à la normale », espère Hassanaly Abdoulanziz qui précise que « pour l'instant » il est encore « trop tôt » pour confirmer qu'il s'agit de la nouvelle variante d'Afrique du Sud, même si plusieurs acteurs, dont des partenaires, en sont convaincus.

Ces derniers jours, environ une dizaine de personnes issues du corps médical sont contaminées. Dans cette liste l'on compte trois médecins, deux infirmiers et des agents de l'administration à l'instar du

directeur de l'hôpital de Fomboni. Ayant été suspecté pour avoir été dans la même salle qu'un collègue contaminé, le docteur Abdoulanziz a confié à La Gazette des Comores qu'il n'est pas positif au coronavirus. « Si je l'avais attrapé, j'aurais été le premier à communiquer », souligne-t-il, comme pour faire référence à l'ancien maire de Fomboni Aboul-khair Ali Mbaraka El-amine qui a tenu à sensibiliser la population après avoir été testé positif. Dimanche 27 décembre dernier, un septuagénaire positif au coronavirus est décédé à Mohéli. Les circonstances de sa mort seraient liées plutôt à un accident vasculaire cérébral selon nos informations.

Andjouza Abouheir

SESSION ORDINAIRE 2020

Huit projets de loi adoptés hier mardi

Ce mardi 29 décembre 2020, l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité plusieurs projets de lois dont celui portant protection du patrimoine national culturel et naturel en Union des Comores.

Après l'adoption du projet de loi portant code de l'eau et de l'assainissement ainsi que du code des investissements lundi 28 décembre, les travaux se sont poursuivis mardi 29 décembre à l'Assemblée Nationale. Plusieurs projets ont été adoptés dont ceux portant révision de l'orientation de l'éducation mais aussi du projet de loi autorisant le Président de l'Union à ratifier la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels.

Parmi les projets adoptés hier à l'unanimité, il y a la loi portant protection du patrimoine national cultu-

rel et naturel en Union des Comores. Ce texte constitue le principal document de référence juridique en matière de protection du patrimoine culturel en définissant comme un héritage commun pour la nation comorienne. Il englobe toute œuvre de l'homme et de la nature, qui présente un intérêt archéologique, historique, scientifique, artistique ou esthétique justifiant sa préservation et sa transmission aux générations présentes et futures. Lors de sa présentation de l'exposé des motifs, le ministre de la culture avoue que « le patrimoine culturel comorien est menacé soit par l'effet de l'homme soit à travers les effets de la mondialisation ». Face à ces menaces et aux mutations en cours, Nouridine Ben Ahmed trouve que ce projet de loi apporte une réponse nouvelle à la loi n°94-022/AF du 27 juin 1994 portant protection du patrimoine culturel national.

La loi a pour mission de respon-

sabiliser l'État et toutes entités décentralisées à la protection, la préservation et la mise en valeur du patrimoine culturel. Il encourage la transmission du patrimoine culturel immatériel et promeut la diversité culturelle. Il faut souligner au passage que ce projet de loi, vient donc

d'actualiser l'ancienne loi de 1994 en rénovant plusieurs dispositions et comporte 63 articles.

Rappelons que les travaux de cette session de décembre seront clos ce mercredi 29 décembre. Sept autres projets ont été adoptés. Il s'agit du projet de loi portant révision

de l'orientation de l'éducation, le projet de loi autorisant le président de l'Union à ratifier le traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires, le projet de loi autorisant le président de l'Union des Comores à ratifier la convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation et l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, le projet de loi autorisant le président de la République à ratifier le traité sur l'interdiction des armes nucléaires, le projet de loi portant redressement et résolution des institutions financières de l'Union des Comores et le projet de loi approuvant le contrat de partage de production entre le gouvernement et la société RHINO ressources (Comores) LTD, et le projet de loi portant sur le nouveau code pénale.

Ibnou M. Abdou





Chers clients et partenaires d'Exim Bank Comores,

C'est une année 2020 particulièrement historique que nous venons de vivre et que nous tentons tous, chacun à notre manière, de clore de la façon la plus positive qu'il soit.

La pandémie mondiale de Covid-19 n'a pas épargné les îles Comores et nombre de nos proches, de nos collaborateurs ont été impactés par le virus, parfois au péril de leur vie. Notre santé, notre économie et la vie quotidienne de tous les comoriens ont souffert de cette crise, nous obligeant tous à revoir nos gestes quotidiens, à mettre en place de nouveaux modes de fonctionnement et à remettre nombre de choses en perspective.

Exim Bank Comores n'a pas été épargnée par la crise du Covid-19, déplorant plusieurs cas au sein de son personnel, dont certains graves. Des mesures de prévention ont fort heureusement rapidement été prises afin de protéger au maximum les staffs et clients. Les agents d'Exim Bank Comores ont su faire face avec force et détermination aux défis de cette pandémie. Ils ont toujours répondu présents à l'appel, même au plus fort de la crise, et je tiens à titre personnel à les en remercier.

L'année 2020 a également apporté nombre de changements et de soubresauts au sein du secteur bancaire comorien. Ces mutations de la sphère financière locale ont favorablement transformé les relations nouées entre Exim Bank Comores et sa clientèle, permettant un rapprochement et un renforcement de ces liens en temps de crise. En effet, malgré le contexte économique fragile, la banque a pu grandir et accueillir de nouveaux clients, preuve s'il en faut de la confiance toujours renouvelée à notre banque.

Le souci de notre clientèle, leitmotiv de la banque durant toute la crise sanitaire, nous a poussé à repenser le fonctionnement et l'organisation d'Exim Bank Comores. Et à démarrer 2021 sur de nouvelles bases ! C'est donc au sein de nouveaux espaces qu'Exim Bank Comores accueillera sa clientèle au cours de l'année 2021, afin de lui offrir de nouveaux services et un traitement plus rapide de ses demandes. De nouvelles solutions de transfert d'argent seront également proposées, ainsi que des produits bancaires exclusifs axés sur les nouvelles technologies et qui accompagneront à coup sûr le retour de la croissance aux Comores.

C'est donc pleine d'espoir et d'optimisme que toute l'équipe d'Exim Bank Comores voit la nouvelle année qui se profile à l'horizon. Nous espérons que vous partagerez notre vision de 2021 ! En attendant, nous vous souhaitons à tous de passer de très belles fêtes de fin d'année. Nous vous adressons tous nos vœux de prospérité mais surtout de santé, car s'il y a une bien une leçon que nous avons appris de 2020, c'est que la santé passe avant tout !

**Prenez soin de vous,
Guy RWABURINDI
Directeur Général d'Exim Bank Comores**

Dear Customers & partners of Exim Bank Comores,

The year 2020 has witnessed incalculable loss, with most challenging times we have been through with all trying with best of possibilities in their own way to end in the most positive.

The Global Covid-19 pandemic has not spared the Comores Islands putting many of our Employees and their kith and kin to virus hazards risking their lives. Health, Economy and Daily activities of all Comorians has suffered a setback due to this crisis, whereby forcing us all to review our Daily routines in adopting new mode Operation and put many things into perspective.

Exim Bank Comoros has been concerned by the Covid-19 crisis, deploring several cases among its staff with extremities of severity. Exim Bank Comoros has been fortunate enough in swift implementation of preventive measure whereby protecting the staff as well as our beloved customers. Exim Bank Comoros staff have been able to face the challenges of this pandemic with much strength and determination.

Attending customer calls during the peak of crisis and living by one of our core values of EXIM Bank Being Responsive is highly appreciated and we thank one and all.

2020 also brought number of changes and dimensions within Comorian Banking sector. These changes in the financial domain have favourably transformed into enhancing relations between Exim Bank Comores and its loyal customers and further strengthened during the time of crisis showing solidarity and togetherness. Indeed, despite the fragile economic conditions the bank has been able to grow and welcome new customers showcasing the immense confidence reposed by the valuable customer in our Bank.

Customer Centricity has been the prime motive of the bank which evolved throughout the Health crisis, prompting us to rethink the functioning of Exim Bank Comores as Organisation. We are on a mission to build a Bank which our customers always wanted. By listening to their needs, paying attention to their wants and catching their imagination, we have been taking consistent steps and are continuously focusing on deepening our understanding of our customers. We restructured our products portfolio in line with our customer's perspective- Personal and Retail Banking. With New Year 2021 around the corner, Exim Bank welcomes its customer offering new range of products and services with much faster service delivery. New Money transfer solution will also be offered along with New & Exclusive Banking products supported by state of art technology which undoubtedly will accompany the return to growth in Comores.

It is therefore full of hope and optimism that entire Exim Bank Comores team looking forward eagerly for the new year Horizon. In the meantime, we wish you all a wonderful Holiday. We convey our best wishes of Happiness & Prosperity above all for Health which was one Lesson which we all have learned in 2020, it is that Health comes first!

**Prenez soin de vous / Take care of yourself,
Guy RWABURINDI
General manager Exim Bank Comoros**



FÉDÉRATION DE FOOTBALL DES COMORES

CoNor et Fifa à la rescousse du football féminin

Le siège du CoNor pour la Ffc avait accueilli, le lundi 28 décembre dernier, diverses délégations sportives. Les locataires des lieux avaient organisé une cérémonie de remise officielle d'un don d'équipements sportifs, émanant de la Fifa, destinés aux joueuses et aux jeunes. Huit clubs féminins ont bénéficié de ce précieux appui matériel de la Fifa, suite aux efforts déployés par le CoNor et ses prédécesseurs. En revanche, les émissaires du football des jeunes ont été absents.

Le Comité de Normalisation (CoNor) pour la Fédération de Football des Comores (Ffc) a organisé une cérémonie de remise de matériels et équipements sportifs, dont des cartons de ballons, des chaussettes, des chaussures-crampons, des maillots et des protège-tibias. Ce matériel vient en appui aux clubs de football féminin et de jeunes de l'Archipel. Après Mohéli, le lundi 28 décembre, vient le tour de Ngazidja, et plus tard, Ndzuani. « L'objectif, c'est d'ap-

puyer les efforts entrepris par les clubs pour mieux faire face au championnat féminin, prévu en début d'année prochaine, en attendant un tonus du football des jeunes », annonce Kanizat Ibrahim, patronne du CoNor.

Huit formations féminines sont réparties avec des cartons bien pleins. Samira Abdourahmane est une footballeuse de Panasco club de Male et n'arrive pas à cacher sa satisfaction. « Cet équipement vient au moment opportun. Bientôt, ce sera l'ouverture du championnat. Nous sommes très contentes. Nous remercions le CoNor pour sa gentillesse, et nos dirigeants pour leur bonne volonté », dit-elle.

Dans son allocution, la présidente de CoNor a rappelé le bond extraordinaire effectué par nos footballeuses, un bond brillant dans le classement Fifa : « Les Coelacanthes féminins ont gagné 17 places, et occupent désormais la 139e place devant Madagascar (141e) et Maurice (142e) ». Cet essor, qui n'est pas le fait du hasard, doit être soutenu et encouragé par

une politique nationale de promotion du développement du football féminin. Cette discipline se redynamise graduellement. Actuellement, elle fait l'honneur de la nation sur le plan mondial, en l'occurrence au classement Fifa : un bond de 17 places pour resplendir au 139e rang devant les équipes nationales de l'Océan indien, membres de la Caf, notamment le dinosaure malgache, les Mauriciennes et les Seychelloises.

Les sportives comoriennes en général, et les footballeuses en particulier, ont su surmonter les divers obstacles érigés par la tradition, et ont conquis la confiance et l'encouragement des parents. L'équipe féminine des Coelacanthes s'est frayée un chemin glorieux. Ces ambassadrices méritent une promotion médiatique réconfortante comme son homologue masculin. Cette contribution de la presse sera une source de motivation complémentaire et salutaire. La présidente a remercié la Fifa pour le don, ses prédécesseurs pour la mobilisation de ce bienfait, son équipe pour le



Remise matériel CoNor aux équipes féminines de foot.

dédouanement exonéré de ce précieux équipement, et le chef de l'État pour son appui constamment renouvelé. Plus tard, les clubs de football des jeunes bénéficieront du même don. Il suffit que leurs dirigeants se tirent de leur sommeil pour enregistrer les clubs. .

Bm Gondet

Clubs bénéficiaires

- 1/ Batsa Football Club de Mitsamiouli
- 2/ Club de Football d'Itsandra-Mdjini
- 3/ Football Club de Chouani
- 4/ Inanga Club de Djongwe
- 5/ Ngaya club de Mde
- 6/ Olympique de Moroni
- 7/ Panasco de Malé
- 8/ Volcan club de Moroni

HABARI ZA UDUNGA

Démocratie et mesures anti Covid-19

Tout est question d'opportunité et de génie dans l'opportunisme

Alors que nous rentrons dans une période machuhuli (Cérémonies traditionnelles), les analystes sous les cocotiers continuent à cogiter sur la démocratie sous les tropiques à la lumière de la pandémie de la Covid-19 et son corollaire de mesures à prendre. Entre ceux qui estiment que le gouvernement n'avait d'autres choix que d'évoluer vers un certain déconfinement et les partisans d'un confinement strict, se basant sur la situation qui prévaut à Mohéli il semble que le débat doit porter sur la mise en place de mesures reconnues comme tel par l'opinion. Sans cela, on pourra toujours changer les paramètres, sans pour autant avoir une maîtrise de la situation.

On peut donc se demander, quel est le ressort qui est cassé, pour nous rendre amorphes, face à des situations passablement compliquées pour ne pas dire autre chose. Un des multiples grands leaders du microcosme sous les cocotiers, disait un jour dans nos colonnes, qu'il faudrait psychanalyser le pays et la communauté internationale dans leur ensemble pour essayer d'avoir une explication à cela. Et dans ce chapitre, certains aimeraient connaître les résultats de leur propre séance de psychanalyse.

Dans la réalité, le pays n'est jamais sorti de la logique des sul-

tans batailleurs. Une logique de pouvoir pour le pouvoir qu'autre chose. Le pouvoir est devenu en quelque sorte, un grand mariage. Il faut que chacun y passe et reçoive le turban sur la tête et soit sultan à la place du sultan, le temps qu'un autre vienne y prendre la place.

Personne n'est dupe et pourtant tout le monde fait semblant de croire que demain sera meilleur qu'aujourd'hui et c'est le propre de l'homme, seriez-vous tenter de répondre. Le vrai problème est que le pays vit au dessus de ses moyens sans se donner les moyens de créer de la richesse.

Un pays comme le Cap Vert, mal loti par la nature, donne un exemple de ce qui peut être fait avec peu de moyens et avec une volonté d'aller toujours de l'avant. A l'opposé, il y a l'exemple d'Haïti, un peuple fier, des cadres et une intelligentsia reconnus mais qui s'est toujours enfoncé dans le sous-développement et une misère criante.

Les îles de la lune sont un carrefour de cultures et de civilisations. Elles ont des opportunités à saisir et des atouts à relever. Sans une prise de conscience affirmée sur le plan politique autour d'une vision à travers un développement maîtrisé, le microcosme politique continuera de naviguer avec son frêle esquif à travers les méandres d'une mer déchainée appelé mon-

dialisation.

Les discours pompeux récités ici ou là sur les vertus de la démocratie, n'ont qu'une valeur symbolique et sont destinés essentielle-

ment à usage externe. Les vrais discours, ce sont des non-dits que les spécialistes savent décoder et tirer les dividendes le moment venu. Tout est question d'opportu-

rité et de génie dans l'opportunisme, ajouteront les mauvaises langues

Mmagaza

MINISTÈRE DES TRANSPORTS MARITIM ET AÉRIEN
PROJET DE CONNECTIVITE MARITIME ENTRE LES ILES (PICMC)

CELLULE DE MISE EN OEUVRE DU PROJET (CMOP)

Projet n°: P173114

Réf. n°N°2020/01/ PICMC

« Sollicitation de Manifestations d'Intérêt pour le Recrutement d'un Spécialiste portuaire et maritime »

L'Union des Comores a reçu un financement de la Banque Mondiale pour le Projet de liaison maritime entre les Iles de l'Union des Comores et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce don pour financer le recrutement d'un(e) Spécialiste portuaire et maritime pour les études préparatoires du projet.

1. Objectif de la mission

L'objectif global de la mission est censé refléter de manière raisonnable et objective les pratiques internationales, régionales et nationales actuellement reconnues dans la planification, la conception, la construction d'ouvrages maritimes et portuaires, ainsi que dans la gestion des flottes de transport de passagers et marchandises.

2. Organisation de la mission

Ce travail sera effectué pour le compte du Projet de liaison maritime entre les Iles de l'Union des Comores.

Le consultant fournira les services à temps plein, pendant une période de six mois, à compter de la signature du Contrat.

3. Profil du consultant

La mission sera confiée à un(e) expert(e) de discipline technique pertinente telle que l'ingénierie portuaire ou le transport maritime et une expérience professionnelle de minimum de sept ans et, recruté selon les procédures de sélection d'un consultant individuel de la Banque Mondiale.

Constitution des Manifestations d'intérêt

Les candidats intéressés devront soumettre une Manifestation d'intérêt comprenant les pièces suivantes :

- Une lettre de motivation;
- Un Curriculum Vitae mis à jour et fournissant le nom, le titre, les coordonnées Email et téléphoniques relatives aux références techniques ;
- Une photocopie des diplômes, certificats et attestations de formation
- Les preuves des expériences similaires précédentes.

Les termes de références sont disponibles en demandant à l'adresse suivante : connectivitecomoros@gmail.com

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (version juillet 2016, révisé en 2017 et 2018). La méthode de sélection est la « Sélection de Consultants Individuels (SCI) ».

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et obtenir les termes des références à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : de 08h 30 à 14H 30 (heure locale) du lundi au vendredi.

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées ou envoyées par email, aux adresses mentionnées ci-dessous au plus tard le **07 décembre 2021 à 14 h 30 (heure locale)**.

Adressé à : Monsieur le Secrétaire Général du Ministère des Transports Maritime et Aérien/ Projet de Connectivité Maritime entre les Îles « Manifestation d'intérêt N°2020/01/PICMC Intitulé du poste », Bureau de gestion de projet.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS MARITIM ET AÉRIEN
PROJET DE CONNECTIVITE MARITIME ENTRE LES ILES (PICMC)

CELLULE DE MISE EN OEUVRE DU PROJET (CMOP)

Projet n°: P173114

Réf. n°N°2020/02/ PICMC

« Sollicitation de Manifestations d'Intérêt pour le Recrutement d'un Spécialiste Administratif et Financier »

L'Union des Comores a reçu un financement de la Banque Mondiale pour le Projet de liaison maritime entre les Iles de l'Union des Comores et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce don pour financer le recrutement d'un(e) Spécialiste portuaire et maritime pour les études préparatoires du projet.

1. Objectif de la mission

L'objectif de la mission est d'assurer le traitement des opérations administratives, comptables, financières et budgétaires ainsi que la production des états, les rapports financiers et les états budgétaires conformément à la réglementation en vigueur et dans le respect des normes et formes exigées par le Bailleur de fonds.

2. Organisation de la mission

Ce travail sera effectué pour le compte du Projet de liaison maritime entre les Iles de l'Union des Comores.

Le consultant fournira les services à temps plein, pendant une période de six mois, à compter de la signature du Contrat et renouvelable.

3. Profil du consultant

Le poste sera confiée à un/e expert/e spécialisé dans les domaines de la comptabilité, des Finances, de l'Audit et de la gestion (option finance et comptabilité) avec une expérience professionnelle de minimum de cinq ans;

Constitution des Manifestations d'intérêt

Les candidats intéressés devront soumettre une Manifestation d'intérêt comprenant les pièces suivantes :

- Une lettre de motivation;
- Un Curriculum Vitae mis à jour et fournissant le nom, le titre, les coordonnées Email et téléphoniques relatives aux références techniques ;
- Une photocopie des diplômes, certificats et attestations de formation
- Les preuves des expériences similaires précédentes.

Les termes de références sont disponibles en demandant à l'adresse suivante : connectivitecomoros@gmail.com

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (version juillet 2016, révisé en 2017 et 2018). La méthode de sélection est la « Sélection de Consultants Individuels (SCI) ».

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et obtenir les termes des références à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : de 08h 30 à 14H 30 (heure locale) du lundi au vendredi.

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées ou envoyées par email, aux adresses mentionnées ci-dessous au plus tard le **07 janvier 2021 à 14 h 30 (heure locale)**.

Adressé à : Monsieur le Secrétaire Général du Ministère des Transports Maritime et Aérien/ Projet de Connectivité Maritime entre les Îles « Manifestation d'intérêt N°2020/01/ PICMC Intitulé du poste », Bureau de gestion de projet.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS MARITIM ET AÉRIEN
PROJET DE CONNECTIVITE MARITIME ENTRE LES ILES (PICMC)

CELLULE DE MISE EN OEUVRE DU PROJET (CMOP)

Projet n°: P173114

Réf. n°N°2020/03/ PICMC

« Sollicitation de Manifestations d'Intérêt pour le Recrutement Spécialiste en sauvegarde environnementale pour les études préparatoires du projet »

L'Union des Comores a reçu un financement de la Banque Mondiale pour le Projet de liaison maritime entre les Iles de l'Union des Comores et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce don pour financer le recrutement d'un(e) Spécialiste en sauvegarde environnementale pour les études préparatoires du projet.

1. Objectif de la mission

Le Spécialiste de Sauvegarde Environnementale a pour mission principale de mettre en oeuvre le CGES et d'assurer que les activités financées par le Projet soient examinées et évaluées en fonction des risques et des exigences environnementales conformes aux dispositions de la politique opérationnelle en vigueur de la Banque Mondiale sur l'évaluation Environnementale applicable, aux lois nationales et aux directives du CGES.

2. Organisation de la mission

Ce travail sera effectué pour le compte du Projet de liaison maritime entre les Iles de l'Union des Comores.

Sous la supervision technique du Coordonnateur du Projet, le consultant fournira les services à

temps plein, pendant une période de six mois, à compter de la signature du Contrat et renouvelable.

3 Profil du consultant

La mission sera confiée à un/e expert/e de discipline technique pertinente dans le domaine de l'évaluation environnementale et sociale et de l'étude d'impact environnemental avec une expérience professionnelle de dix ans et recruté selon les procédures de sélection d'un consultant individuel de la Banque Mondiale.

Constitution des Manifestations d'intérêt

Les candidats intéressés devront soumettre une Manifestation d'intérêt comprenant les pièces suivantes :

- Une lettre de motivation;
- Un Curriculum Vitae mis à jour et fournissant le nom, le titre, les coordonnées Email et téléphoniques relatives aux références techniques ;
- Une photocopie des diplômes, certificats et attestations de formation
- Les preuves des expériences similaires précédentes.

Les termes de références sont disponibles en demandant à l'a-

dressé suivante : connectivitecomoros@gmail.com

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (version juillet 2016, révisé en 2017 et 2018). La méthode de sélection est la « Sélection de Consultants Individuels (SCI) ».

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et obtenir les termes des références à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : de 08h 30 à 14H 30 (heure locale) du lundi au vendredi.

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées ou envoyées par email, aux adresses mentionnées ci-dessous au plus tard le

07 janvier 2021 à 14 h 30 (heure locale).

Adressé à : Monsieur le Secrétaire Général du Ministère des Transports Maritime et Aérien/ Projet de Connectivité Maritime entre les Îles « Manifestation d'intérêt N°2020/01/ PICMC Intitulé du poste », Bureau de gestion de projet.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS MARITIM ET AÉRIEN
PROJET DE CONNECTIVITE MARITIME ENTRE LES ILES (PICMC)

CELLULE DE MISE EN OEUVRE DU PROJET (CMOP)

Projet n°: P173114

Réf. n°N°2020/04/ PICMC

« Sollicitation de Manifestations d'Intérêt pour le Recrutement d'un spécialiste en passations des marchés pour les études préparatoires du projet »

L'Union des Comores a reçu un financement (PPA) de la Banque Mondiale pour la préparation du Projet de liaison maritime entre les Iles de l'Union des Comores et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce (PPA) pour financer le recrutement d'un(e) Spécialiste en passations des marchés pour les études préparatoires du projet.

1. Mission Générale du Consultant

Le Spécialiste en passation des marchés sera responsable de toutes les activités liées à la passation des marchés du projet, notamment la planification des acquisitions ; la mise en œuvre des processus d'acquisition conformément aux dispositions de l'Accord de financement, à la réglementation en vigueur et dans le respect des normes et formes exigées par le Bailleur de fonds du rapport d'évaluation du projet et du Plan de passation des marchés ; et la gestion des contrats.

2. Organisation de la mission

Ce travail sera effectué pour le compte du Projet de liaison maritime entre les Iles de l'Union des Comores.

Le consultant fournira les services à temps plein, pendant une période de six mois, à compter de la signature du Contrat et renouvelable.

3. Profil du consultant

Le poste sera confié à un/e expert/e spécialisé en marchés publics, avec une expérience professionnelle de minimum de cinq ans et avoir occupé des postes de responsabilités similaires ;

Constitution des Manifestations d'intérêt

Les candidats intéressés devront soumettre une Manifestation d'intérêt comprenant les pièces

suivantes :

- Une lettre de motivation;
- Un Curriculum Vitae mis à jour et fournissant le nom, le titre, les coordonnées Email et téléphoniques relatives aux références techniques ;
- Une photocopie des diplômes, certificats et attestations de formation
- Les preuves des expériences similaires précédentes.

Les termes de références sont disponibles en demandant à l'adresse suivante : connectivitecomoros@gmail.com

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (version juillet 2016, révisé en 2017 et 2018). La méthode de sélection est la « Sélection de Consultants Individuels (SCI) ».

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et obtenir les termes des références à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : de 08h 30 à 14H 30 (heure locale) du lundi au vendredi.

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées ou envoyées par email, aux adresses mentionnées ci-dessous au plus tard le **07 janvier 2021 à 14 h 30 (heure locale)**.

Adressé à : Monsieur le Secrétaire Général du Ministère des Transports Maritime et Aérien/ Projet de Connectivité Maritime entre les Îles « Manifestation d'intérêt N°2020/01/ PICMC Intitulé du poste », Bureau de gestion de projet.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS MARITIM ET AÉRIEN
PROJET DE CONNECTIVITE MARITIME ENTRE LES ILES (PICMC)

CELLULE DE MISE EN OEUVRE DU PROJET (CMOP)

Projet n°: P173114

Réf. n°N°2020/05/ PICMC

« Sollicitation de Manifestations d'Intérêt pour le Recrutement Spécialiste en Sauvegarde Sociale pour les études préparatoires du projet »

L'Union des Comores a reçu un financement de la Banque Mondiale pour le Projet de liaison maritime entre les Iles de l'Union des Comores et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce don pour financer le recrutement d'un(e) Spécialiste en Sauvegarde Sociale pour les études préparatoires du projet.

1. Objectif de la mission

Le/la spécialiste en Sauvegarde Sociale sera basé(e) au niveau central et sera chargé(e) d'assurer que (a) les activités du projet soient conformes aux Normes Environnementales et sociales tels que définies dans le Cadre Environnemental et Social (CES) de la Banque Mondiale, ainsi que dans les documents cadres du projet : Cadre de gestion environnementale et Sociale (CGES), Cadre de Politique de réinstallation du projet (CPR), et autres documents pertinents et que (b) les principes et les activités liés à l'engagement citoyen dans le cadre du projet soient respectés et mis en œuvre.

2. Organisation de la mission

Ce travail sera effectué pour le compte du Projet de liaison maritime entre les Iles de l'Union des Comores.

Sous la supervision technique du Coordonnateur du Projet, le consultant fournira les services à temps plein, pendant une période de six mois, à compter de la signature du Contrat et renouvelable.

3. Profil du consultant

La mission sera confiée à un/e expert/e de discipline technique pertinente dans le domaine de l'évaluation environnementale et sociale et de l'étude d'impact Social avec au minimum dix ans d'expérience, et recruté selon les procédures de sélection d'un consultant individuel de la Banque Mondiale.

Constitution des Manifestations d'intérêt

Les candidats intéressés devront soumettre une Manifestation d'intérêt comprenant les pièces suivantes :

- Une lettre de motivation;
- Un Curriculum Vitae mis à jour et fournissant le nom, le titre, les coordonnées Email et téléphoniques relatives aux références techniques ;
- Une photocopie des diplômes, certificats et attestations de formation
- Les preuves des expériences similaires précédentes.

Les termes de références sont disponibles en demandant à l'adresse suivante : connectivitecomoros@gmail.com

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (version juillet 2016, révisé en 2017 et 2018). La méthode de sélection est la « Sélection de Consultants Individuels (SCI) ».

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et obtenir les termes des références à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : de 08h 30 à 14H 30 (heure locale) du lundi au vendredi.

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées ou envoyées par email, aux adresses mentionnées ci-dessous au plus tard le **07 janvier 2021 à 14 h 30 (heure locale)**.

Adressé à : Monsieur le Secrétaire Général du Ministère des Transports Maritime et Aérien/ Projet de Connectivité Maritime entre les Îles « Manifestation d'intérêt N°2020/01/ PICMC Intitulé du poste », Bureau de gestion de projet.